

Le PCF salue l'action d'André Chassaigne, communiste auvergnat à l'Assemblée nationale

Depuis ce 31 mars, André Chassaigne n'exerce plus son mandat de député du Puy-de-Dôme.

Élu en 2002 dans une circonscription qui n'envoyait pas jusqu'alors de député communiste, il succède en 2012 à Roland Muzeau comme président du groupe de la Gauche démocrate et républicaine (GDR). En deux décennies, André Chassaigne aura marqué de son empreinte la chambre basse, sachant marier le sens de l'écoute et du dialogue avec de fermes convictions et un travail obstiné.

Conviction que l'hyperprésidentialisme n'est pas un modèle

démocratique. Face aux avalanches de 49.3, combien de fois aura-t-il tonné contre ces « coups de force » de l'exécutif, appelant les parlementaires à ne pas abdiquer leur pouvoir, leur fonction, à ne pas se transformer en « intestins silencieux de la bouche élyséenne » ?

Conviction que la lutte pour le progrès social et écologique vaut d'être menée pied à pied. C'est, en 2008, « l'amendement Chassaigne » contre les cultures OGM adopté à l'arrachée à l'Assemblée. Suivra un livre important, *Pour une Terre commune*, dans lequel le député communiste prend à bras-le-corps les questions environnementales. À la fin des années 2010, c'est le long combat parlementaire pour la revalorisation des retraites agricoles et la garantie d'un revenu pour les conjoints et aides familiaux retraités : les lois Chassaigne 1 et 2.

Dans la grande tradition des parlementaires communistes telle que Jacques Duclos put longtemps l'incarner, André Chassaigne fit entendre une voix forte au service du monde du travail et de la création, dans un français toujours travaillé pour marquer les esprits avec des formules qui font mouche. Cette voix résonne aussi dans les territoires d'outre-mer, si bien représentés dans le groupe de la Gauche démocrate et républicaine qu'il a mis tant d'énergie à faire vivre depuis sa création, dans laquelle Huguette Bello et Alfred Marie-Jeanne ont joué un rôle important.

Parfait connaisseur du Palais Bourbon, président de groupe, André Chassaigne n'a pour autant jamais laissé une distance s'installer entre l'Auvergne et lui. Dans la vie, dans les institutions, dans les instances de son parti, il est demeuré

**LE PCF Salue l'Action
D'ANDRÉ CHASSAIGNE**
**communiste auvergnat à
l'Assemblée nationale**

RÉPUBLICAINES LES LANDES

HEBDOMADAIRE DE LA FÉDÉRATION LANDAISE DU P.C.F.

S.A.R.L. « LES LANDES RÉPUBLICAINES »

7 rue Frédéric Bastiat – BP34

40001 MT DE MARSAN Cedex Tél. 05.58.46.41.41

Directeur de la publication : Alain BACHE

e-mail : landes.rep@wanadoo.fr Site : <http://pcf40.free.fr>

Abonnement annuel 25€

Imprimé : L.R. MONT-DE-MARSAN

C.P.N° 0728P11523 – N° 2501 – Jeudi 3 avril 2025



profondément, ces décennies durant, un communiste auvergnat. Si sa voix manquera assurément à l'Assemblée nationale, les communistes sont fiers de voir Julien Brugerolles, pour sa circonscription, et Stéphane Peu, pour le groupe GDR aux côtés d'Emeline K/Bidi, prendre le relais de ses

fonctions avec une grande détermination. Ils pourront s'appuyer sur un solide héritage qui a marqué la vie politique de notre pays.

C'est dans son village de Saint-Amant Roche-Savine qu'André Chassaigne va poursuivre son engagement comme maire-adjoint. Et nous savons que nous pourrions encore compter sur lui dans ses nombreux engagements nationaux et internationaux, de l'action pour les territoires d'outre-mer à la solidarité avec le peuple cubain.■

Condamnation de dirigeants du RN : réaction du PCF

Madame Marine Le Pen, huit anciens eurodéputés du Rassemblement National et d'autres cadres de ce parti ont été condamnés ce lundi 31 mars par le tribunal de Paris.

L'ancienne présidente du RN a été reconnue coupable de détournement de fonds publics et condamnée à une peine de quatre ans d'emprisonnement dont deux ans ferme, aménageable avec un bracelet électronique, à 100.000 euros d'amende, et à cinq ans d'inéligibilité, avec exécution provisoire.

La justice a rendu son verdict et sa décision s'impose à tous et toutes. Personne n'est au-dessus des lois. La justice ne doit pas faire de distinction entre les puissants et les citoyens. C'est là un fondement inébranlable et la garantie de la démocratie.

La séparation des pouvoirs doit être respectée. Les institutions républicaines doivent fonctionner librement sans pression politique.

Ce jugement doit être considéré pour ce qu'il est : le rappel de l'égalité devant la loi et la nécessaire probité des représentants.■

SUCCÈS DE LA FÊTE DE L'HUMA

Ce 14ième rendez-vous politique, festif, organisé par la section du Bas-Armagnac avec l'aide de camarades et amis des sections d'Aire/Grenade et de Mont-de-Marsan, a une nouvelle fois été un succès.

Un grand merci à toutes celles et ceux qui ont œuvré à la tenue de cette initiative faite de convivialité, de fraternité, de débats démocratiques. Dans le contexte politique actuel, national et international, les débats du vendredi et samedi ont été utiles, constructifs pour toutes celles et ceux qui aspirent en un monde meilleur.



A la tribune, de gauche à droite Hervé Buffat, Christian Duprat, Jérôme Monamy devant la librairie du Temps des Cerises et les différentes expositions

Répondre aux défis d'aujourd'hui en développant le transport ferroviaire

Aujourd'hui, plus qu'hier encore, le transport est à la croisée des chemins de plusieurs politiques publiques : écologie, aménagement du territoire, réduction des inégalités, réindustrialisations, accès aux mobilités pour tous.

Le débat du vendredi montrera que c'est le transport ferroviaire qui est le mieux placé pour répondre efficacement à ces différentes politiques publiques.

Mais celles mises en œuvre par plusieurs gouvernements depuis des années se sont traduites par la fermeture de 12.500 km de voies ferrées, la casse du fret ferroviaire avec l'ouverture à la concurrence et le choix de privilégier le transport routier.

Aujourd'hui, les discours du gouvernement, des ministres en faveur de la nécessaire transition écologique sont loin de se traduire en actes.

Les propositions et l'action du collectif « Osons le train », comme celles du PCF, des conseillers régionaux communistes de Nouvelle-Aquitaine et d'Occitanie, des députés communistes, visent à obtenir des

avancées significatives pour les populations, en menant de pair écologie et social.

Hervé Buffat rappela l'objectif de la création du collectif « Osons le train », il y a 7 ans pour qu'il y ait moins de camions sur les routes et un transport collectif pour les populations, les entreprises en remettant en service la voie ferrée entre Mont-de-Marsan et Bagnères-de-Bigorre.

Il notera que le coût des infrastructures ferroviaires est moins élevé que les routières : 2 millions d'euros pour 1 km de rail, contre 8 pour une voie routière express et 12 pour un km d'autoroute.

Jérôme Monamy, cheminot et conseiller régional communiste d'Occitanie critiquera le choix d'avoir transformé le statut de la SNCF en société anonyme pour faire du fric et les 40% du prix du billet de train pour financer le passage des trains sur les voies ferrées.



Les participant(e)s au débat du vendredi

Pour des transports ferroviaires complémentaires

Aujourd'hui il y a besoin de développer à la fois des lignes ferroviaires du quotidien avec plus de trains au plus près des gens pour des déplacements de quelques dizaines de kilomètres et des trains plus rapides (TGV sur des lignes LGV) pour des déplacements de plusieurs centaines de kilomètres. Les LGV (il n'y en a que 11 à ce jour) constituent une alternative écologique au transport rapide sur les 142 autoroutes et 108 liaisons aériennes intérieures en France métropolitaine.

Des LGV financées à 60% par l'Europe en Espagne contre seulement à 20% pour celle prévue entre Bordeaux et Toulouse, dira Jérôme Monamy.

Lui, comme Alain Baché dénoncèrent la politique de désengagement de l'Etat français, contrairement à ce que font d'autres gouvernements en Europe (voir ci-contre), dans les contrats de plan Etat/Régions. Alors qu'auparavant le financement était de 50% Etat et 50% régions, aujourd'hui les régions doivent mettre 62% quand l'Etat n'en met plus que 38%.

Le manque de moyens financiers de la part de l'Etat pour le ferroviaire se

Secteur ferroviaire dans l'UE Investissement dans les infrastructures Ferroviaires par citoyen (en 2023)

Luxembourg 512€

Autriche 336€

Suède 277€

Pays-Bas 174€

Rép. Tchèque 139€

Danemark 133€

Allemagne 115€

Belgique 101€

Italie 92€

Espagne 70€

France 51€

traduit, comme le diront plusieurs intervenants par des voyageurs qui restent à quai car il n'y a pas assez de wagons ou parce que certains trains sont annulés.

Jérôme Monamy évoquera le plan climat du PCF qui lie écologie et social, la proposition de loi présentée en 2023 par le député communiste Hubert Wulfranc en faveur de la réouverture des lignes ferroviaires fines dont fait partie celle allant de Morcenx-la-Nouvelle à Bagnères-de-Bigorre.

Il mettra également en évidence l'utilité de l'action citoyenne, de collectifs, des élus communistes qui a permis d'obtenir des réouvertures de lignes.

Il citera par exemple le collectif créé en 2001 dans le Rhône qui a permis la réouverture de 3 lignes comme d'autres ailleurs en France.



De gauche à droite, Philippe Lucas et Pierre Lacaze à la tribune ; et les participant(e)s au débat du samedi matin

Gagner des avancées sociales pour notre peuple

Rassembler à gauche une majorité

Pierre Lacaze, responsable national du PCF expliquera qu'on assiste au capitalisme triomphal en France et dans le Monde.

Pour gagner des avancées sociales, il faut rompre avec le capitalisme dira-t-il, ce qui suppose un nouveau projet de société. Un projet différent de ceux qui ont échoué hier au nom du communisme et de la social démocratie.

D'où le besoin de reparler socialisme, communisme.

Sur le résultat des élections législatives de l'an dernier, s'il s'est réjoui du sursaut des citoyens avec le barrage républicain contre l'extrême droite au 2nd tour, il notera que pour autant la gauche n'a pas gagné ces élections puisque 70% des députés ne sont pas de gauche.



Une intervenante dans le débat du samedi

Et la politique du gouvernement Bayrou, composé de ministres macronistes, modérés, LR qui s'appuie sur le RN, fait pression sur les salaires, les retraites, sur les dépenses en faveur des services publics...au nom de la dette.

Mais pour augmenter les dépenses de guerre, dans l'intérêt des trusts de l'armement il n'y a aucune contrainte, plus de dette et on peut dépasser les 3% du PIB de déficit imposés par les traités libéraux européens quand il s'agit de dépenser pour œuvrer pour une meilleure vie des gens.

En France, il y a de l'argent et il peut y avoir d'autres recettes, on peut réorienter des choix budgétaires en faveur de l'emploi, d'augmentations de salaires, des services publics.

On pourrait avancer vers une République sociale.

Mais il y a un problème de manque de démocratie et la bourgeoisie fait le choix de l'extrême droite comme dans les années 1930 avec celui de plutôt Hitler que le Front Populaire, dira Pierre Lacaze.

Sur les questions de paix, de sécurité collective que le PCF a toujours porté, il y aurait besoin du respect de l'ONU, mais Trump négocie avec Poutine par-dessus les Européens et l'ONU, critiquera Pierre Lacaze.

Ensuite, il évoquera la nécessité d'une 6ème République avec la démocratie partout, dans l'entreprise, le respect du droit international.

Il invitera l'ensemble de la gauche à être clair dans ses choix pour rassembler largement, à débattre en se respectant, dénonçant les divisions et l'hégémonisme de certains.

La gauche, poursuivra-t-il, ce n'est pas que les partis, il y a aussi les associations, les syndicats qui ont leur mot à dire.

Et pour conquérir le pouvoir nationalement, il y a besoin de faire reculer le RN, le faire perdre aux municipales.

Pour que la gauche gagne la présidentielle en 2027, il est d'abord nécessaire de gagner les municipales de 2026 et pour cela y aller rassemblés insistera-t-il.



La centaine de convives au repas du samedi midi

Premier bilan de la fête

1 adhésion au PCF ; 3 nouvelles adhésions au collectif « Osons le train » ; 65 signatures sur la nouvelle pétition demandant la prise en compte de la réouverture de la voie ferrée Morcenx/Bagnères-de-Bigorre dans les contrats de plan Etat/Régions Nouvelle Aquitaine et Occitanie ; 25 badges du collectif vendus ; 500€ récoltés à la tombola qui seront versés au journal l'Humanité. ■

Lutte contre les pollutions aux PFAS : renforçons les moyens !

Le PCF remercie l'Académie des sciences pour son rapport sur les PFAS, ces substances per- et polyfluoroalkylées encore insuffisamment connues et étudiées : «La pollution aux PFAS : état des lieux des connaissances et enjeux de société ».

Nous partageons les cinq recommandations émises par l'Académie : transparence et traçabilité des PFAS ; contrôle des rejets en milieu industriel ; intensification des connaissances par la recherche ; plan de recherche sur la substitution chimique des PFAS ; remédiation par le développement de méthodes de décontamination.

Au-delà, la société doit agir sur l'ensemble des pollutions chimiques subies par les populations et les écosystèmes et leurs potentiels effets croisés.

Cela implique de mettre en œuvre 2 mesures :

1- Engager un effort de recherche très supérieur à ce qui est fait actuellement en France et partout dans le monde sur le sujet des pollutions chimiques. Nous avons besoin d'une recherche fondamentale en écotoxicologie, écologie, santé et prévention des risques en mesure d'éclairer cette question. Cette recherche publique permettra de proposer de nouvelles solutions durables de production et de remédiation dans la filière de la chimie, dans un contexte de réindustrialisation nationale intégrant transition énergétique et changement climatique.

2- Renforcer les moyens financiers et humains des plans nationaux de santé environnementale et de santé au travail

Ce renforcement des moyens est indispensable pour remplir les missions des différents organismes nationaux de ces deux domaines, allant à rebours des suppressions de postes et de crédits dans nombre d'organismes. Ce renforcement fait écho aux attentes des populations exposées, comme dans le sud de Lyon, et aux demandes de la CGT exprimées par courrier adressé au Premier ministre fin février 2025.

Le PCF propose également de renforcer les moyens de l'Institut national de l'environnement industriel et des risques (INERIS) et de l'Institut national de recherche et de sécurité pour la prévention des accidents du travail et des maladies professionnelles (INRS) afin qu'ils puissent jouer pleinement leur rôle dans la coordination des différentes organismes et laboratoires nationaux mobilisés sur cette problématique.■

PAIX SUR LA TERRE

La paix nous fuira-t-elle toujours, questionnait Jean Jaurès (1859-1914) à Albi en 1903: «*Il n'y a pas de certitude toute faite en histoire. Je sais combien sont nombreux encore aux jointures des nations les points malades d'où peut naître soudain une passagère inflammation générale. Mais je sais aussi qu'il y a vers la paix des tendances si fortes, si profondes, si essentielles, qu'il dépend de vous, par une volonté consciente délibérée, infatigable, de systématiser ces tendances et de réaliser enfin le paradoxe de la grande paix humaine, comme vos pères ont réalisé le paradoxe de la grande liberté républicaine... Le courage, aujourd'hui, ce n'est pas de maintenir sur le monde la nuée de la guerre, nuée terrible, mais dormante, dont on peut toujours se flatter qu'elle éclatera sur d'autres. Le courage, ce n'est pas de laisser aux mains de la force la solution des conflits que la raison peut résoudre; car le courage est l'exaltation de l'homme, et ceci en est l'abdication*». L'Ukraine est écrasée, humiliée, Gaza se meurt, des enfants crèvent dans les mines de cobalt de la République Démocratique du Congo pour nos voitures électriques, nos smartphones et pour l'industrie militaire européenne. Le capitalisme se nourrit de peur et de guerre, tout en détruisant les conquies sociaux, l'accord de Paris sur le climat, les accords protégeant la biodiversité et les institutions internationales construite au lendemain de la seconde guerre mondiale. C'est à l'opposé de l'intérêt général, humain et environnemental que nous ne cesserons de défendre. Voilà pourquoi nous n'avons pas à nous laisser impressionner par les pressions, les insultes, les menaces, au prétexte que nous sommes des militants pour la paix. Le combat n'est pas facile à l'heure de la tentative de reconstruction des empires, quand Poutine et les nationalistes russes veulent construire une fédération eurasiatique contre l'opinion de pays qui ne veulent pas se soumettre à un nouvel Empire grand-russe, quand par ailleurs, Trump assigne comme mission aux pays européens qui s'y soumettent le contrôle du front de l'Est afin que les forces nord-américaines se concentrent sur la Chine et alors que Trump redouble dans ses efforts de soutien à l'extrême droite israélienne qui détruit chaque recoin de la Palestine au lance-flammes. Nous refusons le pire qui peut se présenter par accident au détour d'une incompréhension, d'une parole, d'une erreur d'appréciation et provoquer l'envoi d'une bombe ou d'un drone au mauvais endroit. Voilà pourquoi, toutes nos énergies doivent être consacrées au combat pour la paix et pour la justice, qui va de pair avec la promotion de toutes les sécurités humaines. Il faut des initiatives de désarmement, de destruction de missiles, d'armes chimiques et biologiques, d'armes nucléaires. Un tel traité n'est possible que si l'Union Européenne d'une part et la Russie, cessent de se disputer l'Ukraine. Avec un système paneuropéen de sécurité commune, l'Ukraine peut être autonome et coopérer à la fois avec l'Union européenne et la Russie. Sous l'égide de l'ONU et d'un contrôle international, les populations doivent être consultées et leur vote respecté. Le chemin de la paix peut être défriché avec tous les pays du monde dont les BRICS+ (Brésil-Russie-Inde-Chine-Afrique du Sud...). Les citoyens du monde qui veulent vivre et assurer un avenir aux générations futures doivent se faire entendre. Alors que l'effort de guerre se fait par la baisse des dépenses sociales, notamment les retraites et l'augmentation du temps de travail, la fortune des groupes de l'industrie militaire flambe sur les diverses places financières européennes. Cridam patz sus la terra (Crions paix sur la Terre) ■

Roger La Mougne

SOUSCRIPTION

Nom.....Prénom.....

ADRESSE.....

CP..... VILLE.....

Je fais un don de € au PCF

Libeller le chèque à l'ordre de :

« ADF-PCF40 »

BP34, 40001 MONT-DE-MARSAN Cedex

Conformément à la loi, un reçu ouvrant droit à une réduction d'impôt vous sera adressé (uniquement pour les dons en chèques).